

INDE : FICHE PAYS – JANVIER 2023



Catégorie OCDE (2017) : 3/7

Notes agences (SP / Moody's / Fitch): BBB-/Baa3/BBB-

Monnaie locale : roupie indienne (INR) / Régime de change : flottant administré

Horizon neutralité climat : 2060

FORCES

- Taille du marché interne
- Secteur de services de pointe
- Amélioration de l'environnement des affaires
- Dette externe faible, réserves en devises confortables

FAIBLESSES

- Dépendance énergétique
- Infrastructures défaillantes
- Système bancaire fragile
- Pauvreté, inégalités, chômage

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : pas de changement majeur à signaler.

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance :** La croissance indienne est prévue autour de +7% pour l'exercice budgétaire en cours 2022/23 (qui se terminera en mars 2023), après une croissance de +8,7% lors de l'exercice précédent. Les perspectives de croissance pour l'exercice suivant (2023/2024) sont plus mitigées, comprises entre 6,0% et 6,6%. Les pressions inflationnistes, la poursuite du durcissement de la politique monétaire, ainsi que la faiblesse de la demande mondiale risquent d'affecter l'activité en Inde cette année.

- **Vulnérabilité des comptes publics :** Le gouvernement prévoit de ramener le déficit public (part du gouvernement central) à 6,4% du PIB pour l'exercice budgétaire en cours (2022/23) contre 8,7% lors de l'exercice précédent. Malgré la hausse des dépenses en investissements, le gouvernement compte sur la réduction des subventions agricoles et des dépenses liées à la crise sanitaire pour réduire son déficit. La dette publique devrait se stabiliser autour de 84% du PIB pour l'exercice en cours. Principalement libellée en monnaie nationale (environ 96% du total), donc peu sensible à une dépréciation de la roupie indienne face au dollar, et interne (5% détenue par les non-résidents), la dette dispose d'une maturité moyenne supérieure à 8 ans ce qui limite le risque de refinancement.

- **Vulnérabilité extérieure :** Le niveau de vulnérabilité externe en Inde a eu tendance à s'accroître en 2022. Le déficit courant devrait se creuser (autour de 3,5% du PIB), tiré notamment par la hausse du coût de l'énergie (1er poste d'importation du pays). La roupie tend par ailleurs à se déprécier régulièrement (- 10,2% en évolution sur 1 an au 19 janvier 2023), malgré les interventions régulières de la banque centrale qui conduisent à une baisse des réserves de change depuis le début de l'année (passées de 635 Mds d'USD en janvier 2022 à 531 Mds d'USD en septembre 2022). Pour 2023, l'évolution de la roupie restera dépendante du cycle de la hausse des taux américains et de l'évolution du solde courant, fortement dépendant du prix de l'énergie (pétrole en particulier).

- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** les diverses mesures de soutien aux banques mise en place par le gouvernement ont contribué à l'amélioration des ratios bancaires. Le taux de NPL a baissé à 5% (sept. 2022), soit le niveau le plus bas en sept ans. Toutes les banques auraient par ailleurs respecté l'exigence de capital minimum.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique :** Grâce à une majorité confortable au Parlement, le gouvernement a poursuivi son agenda des réformes structurelles pour soutenir l'activité. Le pays n'est cependant pas à l'abri d'une montée des tensions sociales dans un contexte de hausse de la pauvreté.

- **Climat des affaires :** Soutenu par les mesures mises en place par le gouvernement (unification de la TVA, ouverture de certains secteurs aux IDE), l'environnement des affaires est en amélioration.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique :** Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité). Le pays s'est fixé 2 objectifs ambitieux dont 40% d'énergies non fossiles dans le mix électrique du pays d'ici 2030. L'assouplissement des règles en matière d'investissement étranger dans le secteur de l'extraction du charbon est toutefois source d'inquiétude dans la mesure où cela permettrait une hausse de la production nationale de charbon pouvant faire baisser les prix locaux.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

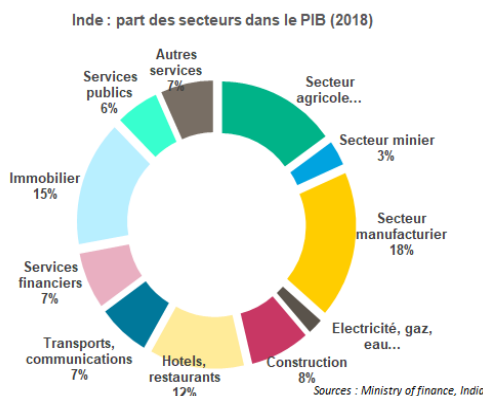
Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Pétrole	13,1%	Pétrole et dérivés, gaz	30,2%	Etats-Unis	16,9%	Chine	15,3%
Diamants, articles bijouterie	11,3%	Or, diamants	13,7%	EAU	8,2%	Etats-Unis	6,7%
Machines, appareils méc.	6,2%	Machines, appareils élect.	10,6%	Chine	5,5%	EAU	6,2%
Produits chimiques	5,5%	Machines, appareils méc.	8,8%	Hong Kong	3,8%	Arabie saoudite	5,1%
Produits pharmaceutiques	5,1%	Produits chimiques	4,5%	France (16ème)	1,6%	France (28ème)	0,8%

Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

INDE	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	2 703	2 832	2 668	3 176	3 469	3 821
Rang PIB mondial	7	7	6	7	6	6
Population (Mns)	1 352,6	1 366,4	1 380,0	1 393,4	1 406,6	1 419,7
Rang Population mondiale	2	2	2	2	2	2
PIB / habitant (USD)	1 998	2 072	1 933	2 280	2 466	2 691
Croissance PIB (%)	6,5	3,7	-6,6	8,7	6,8	6,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,0	3,7	6,6	5,1	6,9	5,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	69,3	71,0	71,0	68,1	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	70,4	75,1	89,2	84,2	83,4	83,8
Solde public (% PIB) part du gouvernement central ^f	-3,9	-4,8	-8,6	-6,8	-6,5	-6,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-2,1%	-0,9%	0,9%	-1,2%	-3,5%	-2,9%
IDE (% du PIB)*	2,1%	2,4%	2,3%	2,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)**	8,9	10,0	16,5	12,1	8,7	8,4
Dette extérieure totale (% PIB)**	19%	20%	19%	18%	19%	17%
Dette extérieure CT (% PIB)	3,8%	3,8%	3,9%	3,6%	3,4%	3,3%
Taux de change	68	70	74	74	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	12,9	15,4	15,6	14,8	16,8 ^d	NA
Taux de NPL	9,5	9,2	7,9	6,5	5 ^e	NA
ROE	-0,2	2,8	7,3	9,9	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	109	114	109	111	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	130	100	77	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	100	95	95	95	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	134	131	131	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	21	12	10	13	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Sources: FMI(Weo, octobre 2022), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters. a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d: RBI, données mars 2022, e:RBI, données sept.2022, f: FMI Article IV (décembre 2022)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- Vers une croissance autour de 7% pour l'exercice budgétaire 2022/2023

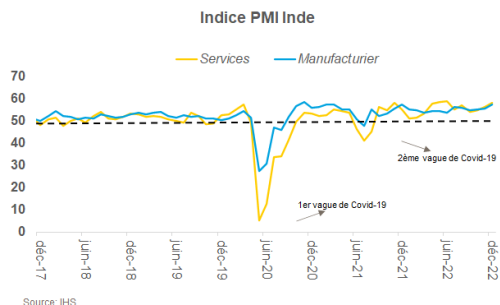
La croissance indienne a atteint +8,7% pour l'exercice budgétaire 2021/22 (terminé en mars 2022), après une chute de l'activité de -6,6% sur l'exercice précédent.

Pour l'exercice budgétaire (2022/2023) qui se termine en mars 2023, la RBI (banque centrale) prévoit une croissance comprise entre 6,8% et 7%.

Sur le 1^{er} semestre de l'exercice budgétaire en cours, l'Inde enregistre une croissance du PIB à 9,3%, tirée par la consommation privée et l'investissement. La consommation a notamment bénéficié de l'amélioration du chômage¹, des aides au pouvoir d'achat², malgré la hausse de l'inflation.

Un ralentissement de l'activité est cependant prévu au cours des prochains trimestres dans un contexte d'inflation persistante, de resserrement de la politique monétaire (Cf. tensions inflationnistes et durcissement monétaire ci-dessous) et de faiblesse de la demande mondiale.

A noter cependant que la hausse du prix de l'énergie et de l'inflation, ainsi que les difficultés d'approvisionnements n'ont pas franchement entamé la confiance des services et de l'industrie manufacturière (Cf. graphique ci-dessous).



Les perspectives de croissance pour l'exercice 2023/2024 (qui débutera en avril 2023) sont comprises entre +6,1% et 6,6³ à ce stade.

- Tensions inflationnistes et durcissement monétaire

L'inflation demeure élevée en Inde sur les 3 dernières années. En 2020, elle a été tirée par la

¹ Le taux de chômage en zone urbaine atteint 7,2% au T2 de l'exercice budgétaire en cours (juillet-septembre 2022), contre 9,8% sur la même période l'an passé.

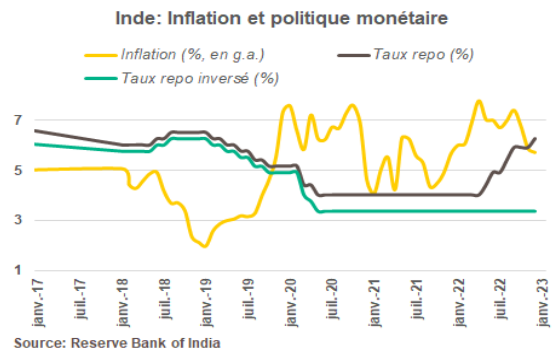
² Le gouvernement a annoncé un certain nombre des mesures afin de soutenir la consommation : (1) réduction des droits d'accise sur le pétrole et le diesel, ainsi que de la TVA sur ces mêmes produits dans certains Etats, (2) subvention au prix des bonbonnes de gaz, engrais (3) droits de douane réduits. Des restrictions aux exportations de sucre et l'interdiction à exporter du blé ont aussi été mises en place afin de contenir l'inflation alimentaire.

³ Le FMI prévoit une croissance à +6,1% (prévision d'octobre 2022), Fitch Ratings : +6,2% (décembre 2022), la Banque mondiale : 6,6% (janvier 2023).

hausse des prix des denrées alimentaires⁴ et en 2021 par la hausse du prix du carburant et l'augmentation des taxes en particulier.

En 2022, l'inflation est répartie à la hausse en raison de la forte hausse des prix mondiaux des matières premières et des pressions sous-jacentes de la demande. L'indice des prix à la consommation est resté 10 mois consécutifs (de janvier à octobre) au-dessus de la cible de 4% (+/-2%), avant de redescendre à 5,8% en g.a en novembre. La banque centrale (RBI) a ainsi revu à la hausse sa prévision d'inflation à 6,7% pour l'exercice budgétaire 2022/23, soit au-dessus de la cible⁵.

Dans ce contexte, la RBI a relevé son taux directeur (repo) de 225 pds (pour la 5^{ème} fois depuis mai 2022), dont 35 pds en décembre, portant le repo à 6,25%. Une nouvelle hausse du taux directeur de 25 pds est prévue lors de la prochaine réunion du comité monétaire en février.



- Bonnes performances du secteur bancaire indien

Le secteur bancaire indien constitue l'un des maillons faibles de l'économie. Depuis 2011, le secteur bancaire indien a été fragilisé par la détérioration du bilan des entreprises qui s'est traduit par une dégradation des actifs du secteur⁶. Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé un plan de recapitalisation des banques publiques en octobre 2017 et un processus de restructuration des banques publiques a également été mis en place.

De plus, pour faire face aux perturbations causées par la pandémie, des nouvelles mesures de soutien ont été accordées : soutien financier aux banques publiques de 2,7 Mds d'USD (portant ainsi le total des recapitalisations à 42,7 Mds d'USD depuis 2017), la

⁴ Les produits alimentaires (les denrées alimentaires et boissons) représentent près de 45% de l'indice des prix à la consommation indienne.

⁵ La BC a aussi fait part de ses inquiétudes croissantes sur le fait que l'inflation pourrait dépasser la fourchette cible pendant une période prolongée.

⁶ Le taux des créances douteuses n'a cessé de progresser depuis 2011, tiré notamment par les banques publiques. Celles-ci se sont en effet retrouvées fortement exposées à des secteurs en difficulté (industrie et infrastructures en particulier) compte tenu d'une part, de leur position dominante sur le marché du crédit et d'autre part, de l'interventionnisme de l'Etat en matière de politique de crédit



création d'une « Bad Bank » pour absorber une partie des créances douteuses, ainsi que la poursuite du processus d'ouverture du capital des banques publiques initiée en 2019.

Tous ces efforts semblent porter leurs fruits. Selon le rapport de la banque centrale (décembre 2022), **les capitaux propres des banques commerciales rapportés aux actifs pondérés des risques sont en amélioration** et s'élèvent à 16,8% en mars 2022 (contre 14,8% en mars 2020, avant crise sanitaire). **Toutes les banques auraient par ailleurs satisfait à l'exigence de capital minimum réglementaire** de 11,5%, ainsi qu'à l'exigence de ratio de fonds propres de base de 8%. **Le taux des prêts non performants bruts affiche également une amélioration** avec une baisse à 5% en septembre 2022 (contre 6,9% en septembre 2021), soit son niveau le plus faible depuis près de 7 ans.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Une politique budgétaire expansionniste**

Le déficit public du gouvernement central pour l'exercice 2020/21 (avril 2020-mars 2021) a **atteint -8,6% du PIB**, soit un niveau nettement au-dessus de la cible initiale (-3,5% du PIB), **lié à la hausse des dépenses contracycliques pour faire face à la pandémie.**

Pour l'exercice 2021/22 (terminé en mars 2022), **le déficit a atteint -6,8% du PIB**, comme prévu globalement par le gouvernement. L'augmentation des dépenses plus importante que prévue (pertes de la compagnie Air India et subventions pour l'aide alimentaire et aux fertilisants), a été en partie compensée par la hausse des recettes fiscales et des privatisations⁷.

Pour l'exercice budgétaire en cours 2022/23⁸, la priorité a été donnée à l'investissement. Pour mémoire, l'Inde avait lancé un vaste programme d'investissements dans les infrastructures⁹, dont 6000 Mds d'INR (environ 77 Mds d'USD) pour l'exercice 2021/22 et de 7500 Mds d'INR (environ 96 Mds d'USD) pour l'exercice budgétaire en cours. L'investissement public est prévu à 2,9% du PIB, (contre 2,6% du PIB en 2021/22). **Le gouvernement prévoit de ramener le déficit en légère baisse à -6,4% du PIB** (-6,5% du PIB prévu par le FMI), mais toujours significativement supérieur au niveau d'avant crise. **Le gouvernement a par ailleurs réaffirmé son engagement de ramener le**

⁷ L'Inde a en effet fait le choix de ne pas augmenter le taux d'imposition. Pour pouvoir financer les dépenses d'investissement en particulier, le pays a mis en place une stratégie de vente d'actifs (privatisation de plusieurs entreprises publiques prévues : Air India, la banque IDBI, la compagnie d'assurance Life Insurance Corporation...). Le gouvernement a aussi annoncé la création d'un programme de cession temporaire d'actifs. Il s'agit de National Monetisation Pipeline (NMP), dont l'objectif est de mettre à disposition du secteur privé l'usufruit de certains actifs dans les secteurs ferroviaire, routiers et électrique. La monétisation des ces actifs permettrait au gouvernement d'investir dans la construction d'infrastructures nouvelles, mais aussi d'avoir une source de

déficit du gouvernement central à 4,5% du PIB, à l'horizon 2025/26.

- **Progression de la dette publique, essentiellement domestique**

La dette publique indienne, stable sur les dernières années autour de 70% du PIB en moyenne (entre 2016 et 2019), a **atteint 90 % du PIB sur l'exercice budgétaire 2020/21 en lien notamment avec le repli temporaire du PIB.**

Pour l'exercice 2021/22 terminé en mars 2022, le taux d'endettement est revenu à 84% du PIB¹⁰ avec le rebond de l'activité. Néanmoins, la dette a atteint 122 900 Mds d'INR, soit en augmentation de 20,1% par rapport à l'exercice précédent¹¹ **et le taux d'endettement est 15 points au-dessus de son niveau de mars 2019.** Cette évolution est liée notamment à la hausse des dépenses engendrées par la crise sanitaire et le plan de relance économique.

La dette est **principalement libellée en monnaie nationale** (environ 96% du total), donc **peu sensible à une dépréciation de la roupie indienne face au dollar**, elle dispose d'une maturité moyenne supérieure à 8 ans ce qui limite le risque de refinancement et l'exposition aux non-résidents est très limitée puisque seuls environ 5% du total de la dette serait détenue par les hors résidents. **La dette publique devrait se stabiliser autour de 84% du PIB pour l'exercice budgétaire 2022/2023** et le suivant, selon les prévisions du FMI.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vers un creusement du déficit courant en 2022/23**

La balance commerciale indienne est structurellement déficitaire. Les exportations de biens (articles de bijouterie, textiles, métaux, produits agricoles et chimiques) **ne compensent pas les besoins d'importations, d'énergie principalement** (pétrole et dérivés), **mais aussi d'or.**

Les exportations de services se concentrent notamment sur la haute technologie et compensent en partie le déficit commercial. Les transferts de travailleurs expatriés constituent également une ressource importante pour couvrir une partie du déficit de la balance courante.

revenu supplémentaire. Ce programme serait en cours jusqu'au terme de l'exercice budgétaire 2024/2025.

⁸ Le prochain budget fédéral (2023/2024) sera présenté en février 2023.

⁹ National Infrastructure Pipeline (NIP). Il s'agit notamment d'investissements d'infrastructures des routes, chemins de fer.

¹⁰ Source: FMI (Weo, octobre 2022)

¹¹ Source :

https://dea.gov.in/sites/default/files/Quarterly%20Report%20%20Jan-Mar%202022_0.pdf



Après avoir affiché temporairement un excédent du solde courant de +0,9% du PIB lors de l'exercice budgétaire terminé en mars 2021 couvrant la crise sanitaire, le solde courant est redevenu déficitaire à hauteur de 1,2% du PIB (exercice 2021/22) lié au retour à la normalité de la demande interne.

Pour l'exercice budgétaire en cours, le déficit devrait se creuser (prévue autour de -3,5% du PIB), **tiré principalement par le coût de l'énergie** (1^{er} poste d'importation du pays). **Sur les 3 premiers trimestres de l'exercice budgétaire en cours** (avril-décembre 2022), **les importations sont en hausse de 25%** (à 551,7 Mds d'USD) par rapport à la même période en 2021, **tandis que les exportations progressent également mais dans une moindre mesure à +9,1%** sur cette même période¹².

- Une destination privilégiée des investisseurs étrangers

L'Inde est l'une des principales destinations d'IDE au niveau mondial. Selon la CNUCED, le pays a été la 7^{ème} destination des IDE en 2021, juste après le Brésil. Parmi les grands projets, on peut citer la construction d'une aciérie et d'une cimenterie de 13,5 Mds d'USD par Arcelor Mittal Nippon Steel et la construction d'une usine de fabrication de voitures de 2,4 Mds d'USD par Suzuki Motor¹³. Les deux sociétés sont basées au Japon.

Les réformes structurelles entreprises par le gouvernement du Premier ministre Modi depuis son arrivée au pouvoir en 2014, ainsi que les mesures visant notamment l'ouverture des secteurs de l'économie (secteur financier, médias numériques, assurances...)¹⁴ à l'investissement étranger semblent en effet porter leurs fruits.

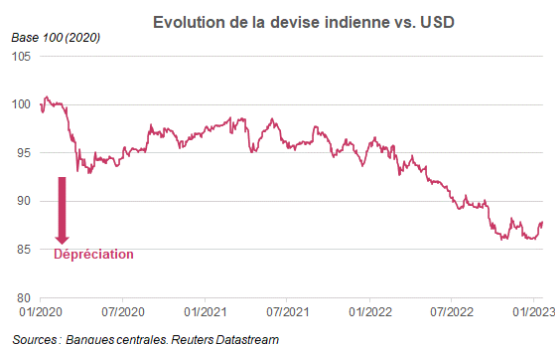
- Une dette externe faible

La dette externe indienne est faible, estimée à près de 619 Mds d'USD en décembre 2022 (environ 20% du PIB), dont 21% du total pour la dette publique (part du gouvernement central). Les réserves en devises restent très confortables à 532 Mds d'USD en septembre 2022, couvrent ainsi la quasi-totalité de la dette externe du pays.

- Poursuite de la dépréciation de la roupie en 2023 ?

La roupie tend à se déprécier régulièrement depuis le début de l'année 2022, fragilisée par l'inflation persistante, la hausse des taux américains, les sorties des capitaux enregistrées au début de l'année 2022,

ainsi que la dégradation prévue du solde courant dans un contexte de hausse des prix de l'énergie. La roupie s'est ainsi dépréciée de 10,2% en évolution sur 1 an au 19 janvier 2023.



La banque centrale (RBI) a indiqué dans le courant 2022 qu'elle opérerait en la faveur d'une appréciation ou d'une dépréciation ordonnée de la monnaie et interviendrait dans tous les segments du marché pour freiner la volatilité de la roupie. A noter en effet que la RBI est intervenue à plusieurs reprises sur le marché du change l'an passé ce qui explique la baisse constante de ses réserves de change.

Les réserves sont passées de 635 Mds d'USD en janvier 2022 à 531 Mds d'USD en septembre 2022. Elles restent encore à un niveau très satisfaisant (environ 9 mois d'importations) et offrent à la RBI la possibilité de continuer à intervenir sur le marché du change pour soutenir la monnaie.

Pour 2023, l'évolution de la roupie restera dépendante du cycle de resserrement monétaire aux Etats-Unis et de l'évolution du solde courant, fortement dépendant du prix de l'énergie (pétrole en particulier).

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- Des tensions sociales à ne pas exclure

Elu en 2014, le premier Ministre indien Narendra Modi (68 ans), du parti du peuple indien (BJP), a été reconduit en 2019 à la tête du pays. Après un début de second mandat plutôt faible sur le plan de la croissance (+4,2% du PIB sur l'exercice 2019-20, contre près de 7% prévue initialement) et la chute de l'activité suite à la crise sanitaire, les engagements du premier ministre notamment en matière de croissance et de création d'emplois semblent compromis.

Grâce à une majorité confortable au Parlement, le gouvernement a néanmoins poursuivi son agenda des réformes structurelles pour soutenir l'activité

l'entrée d'IDE à hauteur de 100% dans les activités liées à l'extraction du charbon et activités connexes, la fabrication en sous-traitance, les télécommunications, les structures publiques opérant dans les secteurs du pétrole et du gaz. La loi de finances 2020/21 prévoit par ailleurs un relèvement de la limite autorisée pour les IDE dans le domaine de l'assurance (de 49% à 74%).

¹² Source: Ministry of Commerce & Industry <https://pib.gov.in/PressReleaseIframePage.aspx?PRID=1891626>

¹³ Source: CNUCED. <https://unctad.org/fr/node/37580>

¹⁴ Dès le mois d'août 2019, le gouvernement avait annoncé un assouplissement des normes relatives aux investissements étrangers dans divers secteurs d'activité. Il autorise désormais



(réforme du marché du travail, du secteur agricole¹⁵, ouverture du secteur bancaire, assouplissement des règles en matière d'IDE). **Le risque social restera cependant à surveiller dans un contexte de hausse de la pauvreté, ainsi que des tensions toujours existantes entre certains groupes religieux et communautaires¹⁶.**

Sur le plan commercial, l'Inde cherche à relancer les négociations commerciales avec plusieurs pays dont l'UE et les Etats-Unis. Le pays a signé un accord de libre-échange avec les Emirats Arabes Unies (février 2022)¹⁷, et les négociations avec le Royaume-Uni se poursuivent. L'Inde a aussi repris les négociations pour un accord de libre-échange avec le Canada. Un accord d'investissement avec les Etats-Unis¹⁸ (4 Mds d'USD), ainsi qu'avec le Japon¹⁹ (42 Mds d'USD) ont également été conclus cette année.

- **Tensions régionales présentes**

Malgré les différends²⁰ qui peuvent exister entre les deux puissances d'Asie, l'Inde et la Chine, les dirigeants des deux pays ont conscience de leurs intérêts économiques et commerciaux communs notamment face aux tensions commerciales avec les Etats Unis. La Chine et l'Inde sont par ailleurs de plus en plus interdépendantes économiquement (échanges commerciaux, accords concernant la sûreté maritime.).

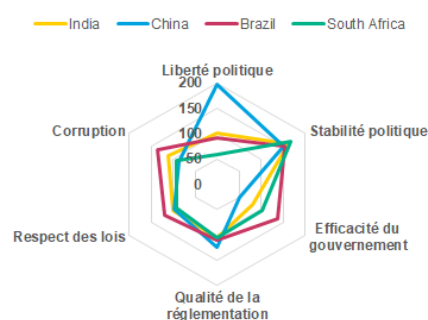
Les relations avec le Pakistan restent également tendues autour de la question du Cachemire. Chacun des deux États revendique le contrôle de la totalité de cette province peuplée à 80 % par des musulmans, dont chacun a « arraché » une partie : le nord pour le Pakistan, le sud pour les Indiens.

En termes d'intégration régionale, l'Inde fait partie du nouveau partenariat économique en Asie Pacifique²¹ annoncé par le président américain Joe Biden lors du sommet du Quad (mai 2022). Ce partenariat regrouperait 13 pays, dont l'un des objectifs serait la réorganisation des chaînes de valeur (hors Chine).

- **L'environnement des affaires en amélioration**

L'Inde rencontre des lacunes persistantes en termes de gouvernance, avec une **faible qualité de la réglementation et un degré élevé de corruption**, selon les indicateurs de la banque mondiale. **L'environnement des affaires, soutenu par les mesures entreprises par le gouvernement** telles que la mise en place de la TVA unique qui facilite le paiement des taxes et impôts par les entreprises, ainsi que l'ouverture de certains secteurs aux investisseurs privés (locaux et étrangers) **est en amélioration.**

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



5. POLITIQUE CLIMAT

Le système énergétique indien repose essentiellement sur l'usage du charbon pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité, Cf. graphique ci-dessous), du pétrole pour les transports et dans l'industrie, ainsi que la biomasse pour le chauffage résidentiel et la cuisson.

Concernant les énergies renouvelables, l'Inde s'est fixé 2 objectifs ambitieux portant sur la puissance installée : **227 GW de capacités renouvelables à l'horizon 2022 et 40% d'énergies non fossiles dans le mix électrique du pays d'ici 2030.** Ces deux objectifs font partie des engagements pris par l'Inde dans le cadre des accords de Paris.

¹⁵ A noter cependant le retrait des 3 lois qui visaient à libéraliser les marchés agricoles, suite aux manifestations d'agriculteurs.

¹⁶ Pour rappel, le pays avait connu d'importantes manifestations en décembre 2019 contre l'application de la loi sur la citoyenneté. La loi adoptée par le parlement facilite en effet l'obtention de la citoyenneté indienne par les réfugiés d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan, arrivés avant 2015, à l'exception des musulmans. Cette nouvelle législation est considérée par des nombreux indiens comme une forme de discrimination envers les musulmans (environ 14% de la population).

¹⁷ L'accord de libre-échange prévoit de réduire les droits d'importation sur la majorité des exportations indiennes vers les E.A.U. Il s'agirait du premier accord commercial majeur mis en œuvre par le gouvernement Narendra Modi après son arrivée au pouvoir en 2014.

¹⁸ Il s'agirait d'investissements américains sans le domaine de la santé, l'énergie renouvelable, le financement des PME notamment.

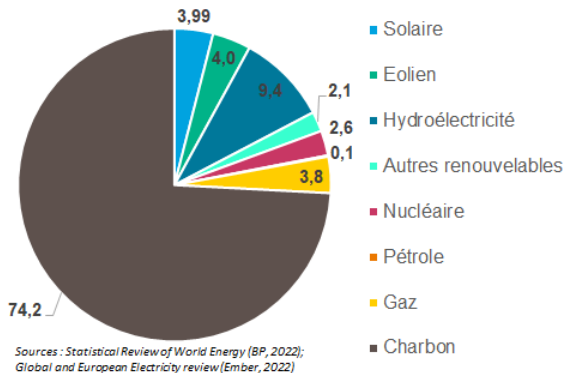
¹⁹ Les investissements japonais s'étalent sur une période de 5 ans. L'Inde et le Japon ont également signé des différents accords portant notamment sur la mise en place d'un partenariat autour des énergies renouvelables.

²⁰ Il s'agit par exemple du conflit frontalier entre l'Inde et la Chine qui se disputent le contrôle de la région d'Aksai Chin, dans l'Himalaya. Région indexée par la Chine à l'issue de la guerre indo-chinoise de 1962 et que malgré la mise en place d'une ligne de démarcation, les pays s'accusent mutuellement d'avoir outrepassé leurs droits. Autre sujet de querelles, c'est l'activisme chinois dans l'océan indien où la Chine investit massivement dans la construction des infrastructures routières et portuaires sur les côtes pakistanaïses, sri lankaises, bangladaïses et birmanes. Alors que Pékin indique vouloir sécuriser ses routes d'approvisionnement énergétique, New Delhi parle d'une stratégie destinée à encercler le pays et contrôler les échanges indiens.

²¹ Il s'agit du *Indopacific Economic Framework (IPEF)*.



Inde : production d'électricité par sources, en % (2021=1713,74 TWh)



L'assouplissement en matière d'investissement étranger dans le secteur de l'extraction du charbon et des activités connexes est toutefois source d'inquiétude dans la mesure où cela permettrait une hausse de la production nationale de charbon pouvant faire baisser les prix locaux et par conséquent, de faire concurrence aux projets d'énergies renouvelables, dont le coût de production pourrait s'avérer plus important.

A noter toutefois que les émissions de gaz à effet de serre (GES), bien qu'en progression de +2,6% en moyenne par an, ont eu tendance à ralentir sur les cinq dernières années (2014-2018).



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.